

## Document

### Crise : le monde en route vers la tempête parfaite... (19.06)

(Slate.fr)

**19 juin 2012**

Il n'y aura finalement pas eu de surprises. Avec 29,66% des voix, Nouvelle démocratie, le grand parti de droite grec, a remporté dimanche soir son match de l'euro qui l'opposait à Syriza, la coalition de gauche radicale (26,89%). Un gouvernement Nouvelle démocratie, soutenu par le Pasok (socialistes) et la Gauche démocratique (modérés), va se mettre en place.

Mais dans une Grèce en crise, la meilleure stratégie est-elle de gouverner? Comme le rappelle le journaliste et écrivain Michel-Antoine Burnier dans son ouvrage *Que le meilleur perde*, éloge de la défaite politique:

*«Le pouvoir est un insupportable fardeau; l'opposition, une situation de rêve.»*

#### **Syriza, premier parti d'opposition**

Le vote du 17 juin n'est qu'une semi-défaite pour la coalition de gauche radicale, passée de 4,6% à 26,9% en l'espace de trois ans, et qui a presque doublé son score du 6 mai (16,8%). Dimanche soir à Athènes, près du stand de Syriza, devant l'Akademia, les sourires étaient étonnamment présents sur les visages, malgré la deuxième place.

Natasha Theodorakopoulou, membre du comité central de Synaspismos, composante principale de Syriza:

*«Il ne faut pas être déçu! C'est un très bon score. La société ne peut pas changer du jour au lendemain. Nous serons une force d'opposition puissante.»*

Sans rentrer au gouvernement, la coalition devient, forte de ses 71 sièges, le principal parti d'opposition à Nouvelle démocratie et à l'austérité. Le dirigeant de Syriza, Alexis Tsipras, a annoncé dimanche qu'il ferait valoir ses idées radicales au Parlement, comme dans les luttes, assurant que *«le gouvernement ne pourra plus ignorer la volonté populaire, qui par deux fois a rejeté le mémorandum»*.

Stassa, jeune militante de Syriza:

*«Si les mesures sont actées, on mobilisera la rue. 1 million, 5 millions de personnes s'il le faut, pour dire non à l'austérité.»*

Syriza serait-il alors le réel vainqueur des élections? C'est peut-être la situation rêvée pour la coalition de gauche radicale, qui se retrouve dans une position idéale, légitimé par un score inespéré il y a encore un mois. Et lui permet d'éviter de devoir faire face aux incertitudes qui régnaient autour de l'application de son programme.

Thanos Veremis, professeur d'histoire politique à l'université d'Athènes:

*«Tsipras n'a rien à proposer. C'est Peter Pan qui nous emmène à Neverland.»*

Parti récent, Syriza évite de devoir surpasser son inexpérience en gouvernant dans un contexte peu favorable. Côté des sphères du pouvoir en étant dans l'opposition permettra au parti de gauche radicale de se responsabiliser, et peut-être de s'inscrire durablement en tant que parti pilier de la vie politique grecque.

En interne, il se murmure que le parti de gauche radicale ne souhaitait de toute façon pas vraiment gouverner un pays au bord de la faillite.

Un cadre de Syriza, confie:

*«Il vaut mieux que ce soit la droite qui reçoive la patate chaude. Ce sont eux qui seront au pouvoir si l'euro s'effondre.»*

### **Une semi-victoire pour Nouvelle démocratie**

Le 17 juin, la Grèce a revoté presque pour du beurre. Ces élections ont confirmé le vote-sanction du 6 mai, à l'issue duquel aucun accord gouvernemental n'avait pu être dégagé. Avec 41,9% des suffrages cumulés, les deux grands partis n'obtiennent qu'une majorité relative, si on ne compte pas le bonus de 50 sièges octroyé au vainqueur. Une rupture radicale avec leur score de 2009, avant que la crise ne s'emballe, où ils obtenaient, à eux deux, 77,4% des voix. Ce nouveau vote confirme la chute du bipartisme et la colère, le rejet des Grecs envers quarante années de corruption et de fausses promesses.

Parti historique, mais principal bouc-émissaire de la crise, le Pasok s'effondre électoralement (12,28%). Nouvelle démocratie arrive en tête en rassemblant un vote pro-européen rassurant, mais reste bien en deçà de ses scores antérieurs.

Avant la crise, les victoires politiques à Athènes réunissaient des centaines de milliers de citoyens dans les rues. Dimanche soir, à Nouvelle démocratie, malgré la victoire, l'ambiance n'était pas à l'effervescence populaire. Quant au Pasok, un membre du parti prédisait quelques jours avant:

*«Le jour des élections ne sera pas un jour de fête.»*

En devenant par les urnes le premier parti d'une Grèce en crise, Nouvelle démocratie a reçu des mains des électeurs un véritable cadeau empoisonné.

Récession depuis cinq années, chômage à 22,6% –en hausse de 57% en un an– évasion fiscale à 20% du PIB, plus que 2 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat... Antonis Samaras postule au pire métier d'Europe.

Dans ce fardeau, il sera aidé du Pasok, son compagnon de crise de novembre 2011 à mai 2012. Avec les mêmes hommes, alors que la situation sociale, économique se dégrade de jour en jour, le gouvernement devra régler une situation insoluble.

Michalis Chrisochoidis, ancien ministre dans le gouvernement Pasok (2009-2012), reconnaît:

*«On n'a pas su anticiper depuis deux ans la crise et la réaction des marchés.»*

Le 6 mai et le 17 juin, les électeurs ont exprimé leur mépris du bipartisme en votant Syriza et en s'abstenant massivement (37,53%, le taux le plus élevé depuis l'avènement de la «démocratie» en 1974).

Si l'austérité franchit la ligne rouge, que la corruption de la classe politique et de l'administration persiste, le rejet pourrait être irréversible.

### **Et maintenant, quel gouvernement? Pour combien de temps?**

Au soir de sa victoire, Antonis Samaras a appelé de ses vœux la formation «*d'un gouvernement de sauvetage national*». Une notion de «sauvetage» qui traduit l'absence de majorité absolue, mais surtout la volonté de légitimer un gouvernement impopulaire.

Le nouveau gouvernement va en effet s'articuler autour des deux grands partis, Nouvelle démocratie et Pasok. Fotis Kouvelis, chef de file de la Gauche démocratique, et politique le plus apprécié de Grèce, soutient le gouvernement, et apporte sa popularité aux grands partis. Dimanche soir, au quartier général de la formation de Gauche démocratique, dont les idées sont pourtant proches de Syriza, les mines étaient réjouies, satisfaites.

Aris Kallipolitis, membre du bureau central et candidat aux législatives à Athènes, confie:

*«La victoire de Nouvelle démocratie est un grand soulagement.»*

La Grèce a donc enfin un gouvernement, élu. Mais avec trois partis, l'un de droite populaire, l'autre socialiste et le petit dernier de gauche modérée, quelle va être son orientation politique?

Tous se rejoignent sur le maintien de la Grèce dans la zone euro et la nécessité de réformes. Mais les divergences existent sur le degré de renégociation du mémorandum, les lois d'austérité dictées par la troïka (Union européenne, Banque centrale européenne et FMI). Nouvelle démocratie et Pasok avaient signé en novembre dernier un accord écrit, assurant qu'ils tiendraient leurs engagements économiques envers la troïka. Antonis Samaras s'est montré très clair à ce propos, assurant dès dimanche soir qu'il «*honorait sa signature*».

Pourtant, le mémorandum est de plus en plus impopulaire chez les électeurs. Le 17 juin, 45,82% des Grecs ont voté pour des partis opposés à l'austérité, alors qu'ils n'étaient que 41,94% à s'exprimer en faveur des deux grands partis, les seuls pro-mémorandum. Le gouvernement devra prendre conscience qu'une grande partie du peuple a voté contre le mémorandum. Combien de temps un gouvernement pro-austérité, composé des mêmes figures qui ont échoué à trouver des solutions, pourra-t-il tenir?

Antonis Samaras n'aura pas beaucoup de marges de manœuvre dans la «renégociation» du mémorandum. Dans le meilleur des cas, après le sommet européen des 28 et 29 juin, il obtiendra un délai de quelques mois quant à l'application des mesures d'austérité, en échange de l'enveloppe européenne de 130 milliards d'euros.

Thanos Dokos, chercheur en sciences politiques, et directeur du centre de recherches Eliamep à Athènes, prévient qu'«*il faudra réformer par secteur pour ne pas générer de soulèvement général contre les mesures appliquées*».

Le nouveau gouvernement devra avoir un rôle d'équilibriste. S'il ne rembourse pas l'Union européenne, et si celle-ci reste inflexible, la Grèce pourrait sortir de l'euro. Côté politique intérieure, si le gouvernement ne trouve pas les mots justes dans la nécessité de réformer le pays, le peuple meurtri rejettera, une nouvelle fois, les mesures d'austérité.

Thanos Dokos:

*«La réussite d'un tel gouvernement réside dans la capacité à montrer au peuple qu'ils peuvent améliorer les choses. La crise a de particulier qu'au-delà des facteurs réels, elle prend une forme psychologique. Le peuple grec est fatigué, il ne croit pas que la situation peut évoluer.»*

Les deux ans de contestation sont encore dans les esprits. La dégradation des conditions de vie nourrit une tension palpable dans les rues d'Athènes. Dans son programme, Antonis Samaras prévoit une coupe du budget de 11,7 milliards d'euros. L'application d'une telle mesure pourrait générer une forte contestation sociale dans les prochains mois, au cours duquel se déchaînerait la colère d'un peuple qui n'a plus rien à perdre.